

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les efforts en faveur de Wallis et Futuna, notamment en matière d'accès à la santé et de développement économique, à Wallis le 22 février 2016.

Monsieur le Président de l'assemblée territoriale, Monsieur le député, Monsieur le sénateur, Mesdames et Messieurs les membres de l'assemblée territoriale, Monsieur le conseiller économique, social et environnemental, Messieurs les représentants des chefferies, Monseigneur, Mesdames, Messieurs.

Permettez-moi d'abord de vous exprimer ma gratitude pour l'accueil que vous me réservez ici, dans votre assemblée et depuis que j'ai posé le pied sur votre île, pour me signifier l'importance qu'elle revêt à vos yeux.

Je serai cet après-midi à Futuna, ce sera la première fois qu'un Président de la République se rend sur cette île et ici, à Wallis, vous attendez depuis 37 ans. Vous avez souligné combien le lien entre votre territoire et la République était fort et intense, parce que vous avez choisi d'être Français.

Je me souviens encore de cette délégation, je l'évoquais tout à l'heure au moment de la cérémonie traditionnelle, qui était venue à l'Élysée en 2013. Nous avons échangé sur les problèmes, les difficultés de votre territoire et vous m'aviez appelé à venir ici.

Je vous avais fait cette promesse, mais le temps a passé, vous pouviez en douter et vous demander si j'allais l'honorer. Il me restait 14 mois pour accomplir le serment que je vous avais fait. Néanmoins, j'ai quand même voulu prendre de l'avance et ne pas attendre le dernier moment.

En venant à Wallis et Futuna, je viens de remplir aussi une mission que je m'étais donnée, être le Président de la République qui aura visité tous les territoires d'outre-mer. Mais ici, à Wallis et Futuna, c'est l'histoire que je veux évoquer. En effet, c'est à la fin du XIX^{ème} siècle, que de manière consentie d'ailleurs, un protectorat a été mis en œuvre pour ces îles, qui n'étaient pas encore françaises. Il a fallu attendre 1959 pour qu'une consultation démocratique, un référendum, puisse arrimer définitivement Wallis et Futuna à la République.

Ce lien a été consacré par la loi du 29 juillet 1961 et depuis cette date, vous manifestez avec constance votre attachement à la France, par vos représentants au Parlement, par vos élus, par l'assemblée territoriale, mais aussi par la population.

Je pense à la présence de vos jeunes dans l'armée française, j'ai eu l'occasion à plusieurs reprises d'en rencontrer, sur tous les théâtres d'opérations, aussi bien au Mali, au Tchad, en Centrafrique. J'ai vu ces hommes, capables de rendre le plus beau des services, c'est-à-dire le sacrifice de leur propre vie pour la France.

Aujourd'hui même, des soldats dont un bon nombre sont Wallisiens patrouillent dans les rues de la capitale et dans d'autres villes de l'hexagone et je veux ici vous en exprimer ma reconnaissance.

Cette reconnaissance de la République doit aussi se traduire par des actes concrets et, Monsieur le président, vous avez rappelé les attentes. C'est votre rôle, c'est votre responsabilité et vous

avez évoqué le droit à l'égalité, que votre population veut avoir avec le reste de la Nation, notamment sur le plan social.

Depuis 2012, le gouvernement a pris la mesure des difficultés que votre collectivité pouvait rencontrer et je sais combien la ministre George PAU-LANGEVIN est attentive à la question de Wallis et Futuna, notamment en matière de santé.

Je connais la situation, vous êtes éloignés des hôpitaux de la Nouvelle-Calédonie et votre agence de santé était très endettée, au point que certains paiements n'étaient plus honorés et des établissements hésitaient même à prendre en charge un certain nombre de personnes qui pourtant devaient être soignées.

J'avais promis de régler cette question, ce sera fait, puisque l'agence de santé bénéficie d'un prêt de l'Agence Française de Développement, que l'Etat remboursera en totalité. Cela représente un effort de plus de 3 milliards de Francs pacifique. C'était notre devoir et c'était votre droit.

La dotation de l'agence sera aussi portée à 3,6 milliards de Francs pacifique, pour être certains que les besoins puissent être honorés et aussi pour que nous puissions installer un centre de dialyse à Futuna, évitant ainsi un certain nombre de transports particulièrement coûteux et éprouvants.

Les locaux de l'hôpital seront rénovés avec l'appui des crédits du contrat de développement et le scanner arrivera d'ici quelques mois. Là aussi c'est un investissement qui sera vite rentable, si l'on songe aux déplacements que devaient faire un certain nombre d'habitants pour aller faire ces vérifications et ces analyses en Nouvelle-Calédonie. Nous éviterons ainsi de périlleuses et coûteuses évacuations sanitaires.

De même, la prise en charge de vos malades, lorsqu'ils doivent être évacués, y compris vers les établissements de l'hexagone, sera améliorée par les accords que le gouvernement vient de négocier avec la caisse nationale d'assurance maladie et même avec les hôpitaux de Paris. C'est aussi cela la solidarité.

Vous êtes la France et la France doit être capable de vous soigner, même si la distance est particulièrement longue.

L'égalité, c'est aussi la lutte contre la vie chère. C'est un thème que Victorin LUREL avait particulièrement mis en avant. Ici, la vie chère, vous la connaissez et notamment sur le prix de l'électricité, puisqu'ici ce prix est 5 à 6 fois plus élevé que dans l'hexagone ou même que dans les autres territoires d'outre-mer.

Grâce à la détermination de vos parlementaires, aussi bien le député que le sénateur, et avec le soutien obstiné de George PAU-LANGEVIN, Wallis et Futuna a été intégré dans le périmètre de la péréquation tarifaire. C'est un progrès considérable. Trop lent encore à vos yeux, mais dès le 1er juillet de cette année, les 50 premiers kilowattheures consommés chaque mois seront facturés au même prix que dans l'hexagone. Puis au 1er janvier 2017, ce seront les 100 premiers kilowattheures et puis ensuite, au 1er janvier 2018, ce seront 150 kilowattheures, jusqu'en 2020, où là - j'allais dire quelle que soit la consommation mais je ne vous y encourage pas - ce sera le même prix que dans l'hexagone. Tout sera aligné.

L'égalité, c'est aussi celle des traitements dans la fonction publique, la mesure bas salaires pour les agents de l'Etat sera ainsi mise en uvre au 1er juillet 2016 et pour les agents du territoire, certains ici nous entendent, la concertation doit se poursuivre et l'Etat apportera sa contribution pour ne pas alourdir les charges de la collectivité.

Dans le domaine de l'emploi, vous aviez réclamé que des jeunes Wallisiens et Futuniens, puissent accéder plus facilement à certaines filières de formations. La ministre veillera, là encore, à répondre à cette revendication.

Vous aviez également souhaité que ces jeunes puissent accéder au service militaire, qui en Nouvelle Calédonie peut également, comme en Polynésie française, les accueillir. Ce SMA, qui au départ n'était que dans l'outre-mer, est devenu une telle réussite que j'ai voulu également en faire l'application en métropole, pour aller chercher des jeunes qui sont très loin de la qualification. Très loin parfois même des comportements que l'on peut attendre dans une société, mais qui grâce au SMA, peuvent retrouver une chance supplémentaire. Ainsi, nous ferons droit,

là encore, à une demande que vous nous avez adressée.

Ensuite, il y a la solidarité par rapport à des risques, risque sismique, cyclonique. On sait ce que peut représenter ce type de catastrophe, puisqu'il vient de s'en produire une à quelques centaines de kilomètres aux îles Fidji. A un moment, j'ai pensé que nous serions obligés de remettre une partie de notre déplacement, si le cyclone allait jusqu'ici.

Ce cyclone a fait beaucoup de dégâts, semble-t-il, selon nos premières informations, aux îles Fidji. Il y a plusieurs morts, nous ne savons pas exactement combien de blessés et là encore nous devons faire preuve de solidarité. Nous ferons en sorte qu'avec les services qui peuvent exister en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie, partout, nous puissions apporter l'aide indispensable, y compris nos forces navales qui pourront éventuellement être sollicitées, parce que c'est ce que nous devons faire.

Vous aussi êtes soumis à des risques sismiques et cycloniques et là encore il est très important que nous puissions vous donner les moyens de prévenir et de limiter les conséquences de potentielles catastrophes. C'est ainsi qu'en 2016, une nouvelle caserne de pompiers sera construite à Futuna, et le ministre de l'Intérieur, Bernard CAZENEUVE, affectera auprès du préfet avant la fin de l'année, un officier supérieur de sapeur pompier, en tant que conseiller pour la sécurité civile.

Je saisis cette occasion pour remercier le préfet pour son action et pour lui dire qu'il peut compter sur la ministre et le Gouvernement pour appuyer ses efforts.

C'est en matière économique que doit s'exprimer aussi la solidarité nationale. Parce qu'il y a un phénomène qui maintenant s'est établi, c'est le départ d'un certain nombre de jeunes Wallisiens ou Futuniens vers la Nouvelle-Calédonie et vers l'hexagone. Les Wallisiens et les Futuniens de l'extérieur sont trois fois plus nombreux que ceux présents sur leur territoire. D'une certaine façon, c'est aussi une chance pour les territoires qui peuvent connaître cet apport de population et ces talents, mais c'est aussi une privation pour vos îles. Aussi, nous devons nous mobiliser. Monsieur le président, vous avez rappelé le contrat de développement Etat-Territoire, avec une dotation de 716 millions de Francs pacifique, qui va permettre de financer notamment les travaux de modernisation du réseau d'eau de Futuna, la rénovation et l'harmonisation des hôpitaux de Wallis et de Futuna ainsi que la mise aux normes des établissements scolaires. Vous avez également évoqué le contrat social et vous avez eu raison, parce qu'il faut le doter suffisamment pour que nous puissions répondre aux besoins les plus élémentaires de la population.

J'ai voulu aussi que le fonds exceptionnel d'investissement intervienne en faveur de votre territoire. Il y a eu notamment des travaux de protection contre la montée des eaux et le renforcement du quai Leava à Futuna.

La montée des eaux, je veux une fois encore souligner l'importance des résultats de la COP21. Vous y avez d'ailleurs contribué, car vous vous êtes mobilisés comme tous les territoires du Pacifique pour exprimer vos inquiétudes, vos craintes et porter vos exigences. C'est parce qu'il y a eu cette sensibilisation que la communauté internationale a fini par conclure un accord. Conclure un accord c'est bien, mais le traduire dans les faits c'est mieux et c'est ce que nous devons faire.

Je reviens à votre développement. Il y a des préalables, on ne peut pas développer un territoire si les conditions, les infrastructures notamment, ne sont pas réunies. D'où l'enjeu du désenclavement maritime et aérien. Je rappelle pour la presse qui nous suit que votre territoire est distant de 2 200 km de la Nouvelle-Calédonie, de 800 km de Fidji. Alors en 2018, une desserte aérienne entre Wallis et Futuna et Fidji, avec un avion de grande capacité, sera prévue. Dès aujourd'hui, nous allons lancer un appel d'offres international pour réaliser ce projet et vous pourrez ainsi accueillir un certain nombre de touristes et permettre aussi à votre population de voyager dans des conditions moins onéreuses et plus confortables.

Deuxième condition du développement, le désenclavement numérique. Wallis et Futuna est le seul territoire d'outre-mer à ne pas être desservi par des câbles sous-marins de communication numérique. Alors là aussi, l'Etat s'engage à défendre auprès de la Commission européenne la réalisation de la connexion au futur câble Samoa - Fidji. Cela signifie qu'il y aura une bretelle qui

réalisation de la connexion au futur câble Samoa - Fiji. Cela signifie qu'il y aura une brèche qui permettra de vous connecter et d'être, d'une certaine façon, dans l'univers numérique. C'est la condition indispensable d'abord pour que la population puisse être pleinement ouverte au monde et deuxièmement pour que des entreprises aussi puissent s'installer.

La téléphonie mobile, là aussi les investissements ont été faits et depuis décembre 2015, j'en ai fait moi-même l'expérience, il est possible de téléphoner et même de recevoir des messages.

Il y a la télévision, puisque la présidente de France Télévisions est parmi nous. Elle veillera à ce que le service public de l'audiovisuel puisse également donner toutes les garanties et notamment sa présence.

Si ces conditions sont réunies, quelles sont les perspectives ouvertes à Wallis et Futuna ? Il y a d'abord l'économie bleue, c'est sans doute un domaine qui va connaître le plus grand développement. La France a cette chance, grâce à vous, grâce à la Polynésie, grâce à la Nouvelle-Calédonie, grâce à nos nombreux territoires, d'être le deuxième espace maritime du monde.

Vous avez une zone économique exclusive, vous avez la capacité de pouvoir développer ce que les ressources de la mer peuvent offrir. Vous en avez parlé, Monsieur le président, nous devons le faire avec un esprit de responsabilité, notamment environnemental mais aussi un esprit de modernité, de conquête, parce qu'il y a des richesses sous-marines qui peuvent être exploitées dans des conditions qui peuvent offrir des initiatives et des innovations particulièrement riches en emploi. Les terres rares doivent également connaître le même respect et les mêmes conditions d'exploitation. C'est votre assemblée qui aura à en décider et je suis prêt à examiner avec attention toutes les propositions que vous ferez à la ministre.

Enfin je termine, les conditions du développement passent aussi par une évolution statutaire et c'est vous qui pouvez en décider. Vos institutions n'ont pas évolué depuis 1961. Ce n'est pas forcément un souci, il peut y avoir des institutions dont le principe est justement d'être ancrées dans une tradition mais Wallis et Futuna est le dernier territoire de la République où le représentant de l'Etat reste l'exécutif de la collectivité. Il est vrai que jusqu'en 1982, c'était la règle en France, on finirait par l'oublier. Je suis d'une génération où, à l'époque stagiaire de l'ENA, j'assistais à des réunions du conseil général où c'était le préfet qui était l'exécutif de la collectivité. C'est le cas encore à Wallis Futuna parce que vous avez considéré que c'était sans doute trop tôt pour passer à la solution du droit commun.

Si vous en décidiez, si vous en formuliez la demande, je vous assure que l'Etat est prêt à accepter cette nouvelle étape de la décentralisation. De même que l'Etat est prêt à vous associer à la représentation de la France dans le Pacifique. D'ailleurs, lorsque j'ai réuni les pays du Pacifique, vous étiez là. Il y avait les représentants qui étaient justement pleinement intégrés dans les débats de la zone Pacifique et qui représentaient la France sans qu'il y ait la moindre confusion. C'est donc à vous de choisir le bon équilibre aussi entre les pouvoirs de la coutume qui jouent ici un rôle très important et qui contribuent à l'équilibre et également les pouvoirs des institutions politiques.

Voilà Mesdames, Messieurs, chers amis ce que j'étais venu vous dire ici à l'occasion d'une visite exceptionnelle. Exceptionnelle parce qu'elle n'est pas si fréquente pour un Président de la République, même si peut-être que mes successeurs auront à cur de venir chaque fois qu'ils seront sollicités mais je ne veux pas les engager. Exceptionnelle parce que c'était un moment de très grande adhésion, d'un très grand attachement que j'ai ressenti dans les cérémonies comme je le sens aujourd'hui à travers notre rencontre où l'attachement à l'égard de la République est mille fois signifié. Exceptionnelle parce que c'est trop court et que c'est une découverte aussi pour moi. C'est la première fois que je viens à Wallis et Futuna et cela donne envie d'y revenir, non pas simplement pour les cérémonies traditionnelles et les boissons dont je verrais dans quelques jours les effets, mais cela donne envie parce que c'est un territoire merveilleux. Vous avez des paysages formidables, une population attachante.

Je venais aussi dire combien c'était une chance pour la France d'avoir des territoires dispersés dans le monde entier, ici dans le Pacifique, de savoir que la France est toujours présente, que le drapeau français flotte sur tous les continents et que nous pouvons ainsi disposer d'une relation

avec beaucoup de pays. Je peux dire que je suis aussi bien voisin du Brésil avec la Guyane, qu'ici à côté de Fidji ou de tant d'autres îles. Ce qui fait aussi une grande responsabilité puisque la France peut participer à de nombreuses conférences au nom des territoires qui sont justement français. J'évoquais le domaine maritime, la France est une grande puissance maritime, alors elle ne le fait pas pour la conquête, comme on pouvait l'imaginer il y a d'autres siècles, nous le faisons aussi pour le respect de l'environnement, pour que l'écologie puisse être à chaque fois notre exigence. Nous le faisons également pour le développement parce que la plupart des matériaux, la plupart des richesses que nous n'avons pas encore explorées sont dans la mer. Nous avons grâce à vous une capacité de développement qui peut nous permettre de connaître des perspectives de croissance, à la condition bien sûr de respecter l'environnement. C'est la raison pour laquelle en venant ici, à Wallis et Futuna, je suis pleinement en France et je suis pleinement au service de la France. Je rencontre des Français qui contribuent à la réussite de la France et c'est cette expression de reconnaissance que je voulais ici vous adresser, vous élus de ce territoire, vous représentants de ces territoires qui donnez à la France un visage de diversité, d'amitié et en même temps de responsabilité.

Vive Wallis, vive Futuna, vive la République et vive la France.